



Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social  
Protection Judiciaire de la Jeunesse Fédération Syndicale Unitaire  
54 rue de l'Arbre Sec 75001 PARIS  
Tél : 01 42 60 11 49 - Fax : 01 40 20 91 62  
[snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr](mailto:snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr)  
[www.snpespjj-fsu.org](http://www.snpespjj-fsu.org)  
<https://www.facebook.com/Snpes-Pjjfsu-1168350556516481/?fref=nf>  
<https://twitter.com/snpespjj>

## 2<sup>ème</sup> tour des élections présidentielles : contribution au débat

A l'image de ce qui s'est dessiné durant la campagne pour l'élection présidentielle et au lendemain du premier tour, le paysage politique apparaît bouleversé et brouillé dans ses repères.

La qualification au 2<sup>ème</sup> tour du front national démontre la banalisation de son idéologie dans la société. La stratégie de dédramatisation menée par Marine Le Pen a porté ses fruits alors que sur le fond, ce parti d'extrême droite continue de promouvoir un projet de société régressif qui joue sur les peurs archaïques. La mise en œuvre de la préférence nationale consacrerait le rejet de l'étranger, la désignation de boucs émissaires et une organisation raciste de la société. En se réclamant du peuple et défenseur de la protection sociale, le front national tente de camoufler un programme économique antisocial basé sur la discrimination, le libéralisme, et les atteintes aux droits des femmes, aux droits du travail, des travailleur.euse.s et des homosexuel.le.s.

Dans ce contexte, la présence du candidat d'« En marche ! » entraîne les défenseur.se.s d'une société humaniste, ouverte et égalitaire à s'interroger sur l'utilisation de ce vote comme un moyen d'éliminer la candidate du FN.

Le programme de Macron provoque aussi beaucoup de rejet dans la population. Il s'inscrit dans la poursuite des politiques libérales et d'austérité qui fabriquent de l'exclusion, de la précarité et qui participent à la montée du FN. Il ne s'agit pas de renoncer aux combats menés ces dernières années pour effectuer un vote d'adhésion à un programme politique et économique que nous rejetons, mais bien d'empêcher Le Pen d'être à la tête de l'appareil d'État.

Nos militant.e.s, dans les villes aujourd'hui administrées par le front national et ses alliés, nous décrivent clairement la chape de plomb insupportable que ces municipalités font peser sur la vie locale. L'accès du front national à la présidence de la République lui permettra d'appliquer au niveau national le programme qu'il expérimente dans ces villes et même d'aller au-delà.

Depuis de nombreuses années, nous connaissons et dénonçons les dégâts que provoquent les politiques libérales, les violences policières, les contrôles au faciès quotidiens que subissent les populations issues de l'immigration visible.... qu'en sera-t' il dans un État où toutes les inhibitions seront levées, la loi instrumentalisée, la contestation muselée ?

Au lendemain du premier tour, avec la FSU, nous avons affirmé : « pas une voix pour le front national ! » Mais aujourd'hui, nous ne pouvons pas écarter la possibilité d'un accident électoral catastrophique qui propulserait le front national au pouvoir. Il ne s'agit pas de jouer sur le sentiment de culpabilité individuel mais bien de questionner notre responsabilité syndicale dans un contexte où aucun résultat n'est à écarter. Les conséquences des rejets de voix, du taux d'abstention, de la qualité de la campagne sont à l'heure actuelle peu évaluables.

**Peut-on penser que le front national ne serait pas porté par une dynamique positive pour les législatives s'il obtenait un score élevé, même en perdant ?**

**Aujourd'hui, affirmer qu'aucune voix ne doit aller au FN est-il suffisant pour empêcher l'accès au pouvoir de ce parti d'extrême droite ?**

**Le SNPES-PJJ/FSU, avec ses partenaires, continuera de lutter contre les injustices, les discriminations et le libéralisme !**

